

- 1343 / 3 - 90 / 91

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1990-1991

4 FÉVRIER 1991

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 1^{er} avril 1969
instituant un revenu garanti aux
personnes âgées**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES
AFFAIRES SOCIALES

PAR M. VANCROMBRUGGEN

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné cette proposition de loi au cours de ses réunions du 17 décembre 1990 et du 30 janvier 1991.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Marc Olivier.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Ansoms, De Roo,
Marchand, Mme Nelis-Van
Liedekerke, M. Olivier (M.).
P.S. Mme Burgeon (C.), MM.
Daerden, Perdieu, Santkin,
Vancrombruggen.
S.P. Mme De Meyer, MM.
Sleeckx, Van der Sande.
P.V.V. MM. Devolder, Flamant,
Van Mechelen.
P.R.L. MM. Klein, Neven.
P.S.C. MM. Antoine, Charlier
(Ph.).
V.U. MM. Vangansbeke, Van
Grembergen.
Ecolo/
Agalev M. Geysels.

B. — Suppléants :

MM. Bosmans (F.), Breyne, Mme
Leysen, MM. Vandebosch, Van
Hecke, Van Parys.
MM. Defoort, Gilles, Mme Jacobs,
M. Leroy, Mme Onkelinx, M. Walry.
MM. Beckers, Bossuyt, Hancké,
Peeters.
MM. Bril, De Groot, Deswaene, Van-
dermeulen.
MM. Bertouille, Dubois, Hazette.
M. Beaufays, Mme Corbisier-
Hagon, M. Hiance.
MM. Caudron, Coveliers, Lauwers.
M. Daras, Mme Vogels.

Voir :

- 1343 - 90 / 91 :

- N° 1 : Proposition de loi de M. Perdieu.
- N° 2 : Amendements.

- 1343 / 3 - 90 / 91

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1990-1991

4 FEBRUARI 1991

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 1 april
1969 tot instelling van een
gewaarborgd inkomen voor bejaarden**

VERSLAG

VAN DE COMMISSIE VOOR DE
SOCIALE ZAKEN

UITGEBRACHT DOOR DE
HEER VANCROMBRUGGEN

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft onderhavig wetsvoorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 17 december 1990 en 30 januari 1991.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Marc Olivier.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Ansoms, De Roo,
Marchand, Mevr. Nelis-Van
Liedekerke, H. Olivier (M.).
P.S. Mevr. Burgeon (C.), HH.
Daerden, Perdieu, Santkin,
Vancrombruggen.
S.P. Mevr. De Meyer, HH.
Sleeckx, Van der Sande.
P.V.V. HH. Devolder, Flamant,
Van Mechelen.
P.R.L. HH. Klein, Neven.
P.S.C. HH. Antoine, Charlier (Ph.).
V.U. HH. Vangansbeke, Van
Grembergen.
Ecolo/
Agalev H. Geysels.

B. — Plaatsvervangers :

HH. Bosmans (F.), Breyne, Mevr.
Leysen, HH. Vandebosch, Van
Hecke, Van Parys.
HH. Defosset, Gilles, Mevr. Jacobs,
H. Leroy, Mevr. Onkelinx, H. Walry.
HH. Beckers, Bossuyt, Hancké,
Peeters.
HH. Bril, De Groot, Deswaene, Van-
dermeulen.
HH. Bertouille, Dubois, Hazette.
H. Beaufays, Mevr. Corbisier-
Hagon, H. Hiance.
HH. Caudron, Coveliers, Lauwers.
H. Daras, Mevr. Vogels.

Zie :

- 1343 - 90 / 91 :

- N° 1 : Wetsvoorstel van de heer Perdieu.
- N° 2 : Amendementen.

I. — COMMENTAIRE DE L'AUTEUR DE LA PROPOSITION DE LOI

L'auteur fait observer que la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées engendre des discriminations quant à l'octroi du revenu garanti au taux ménage. Selon la législation actuelle, seul l'homme marié qui n'est pas séparé de corps peut prétendre à ce revenu.

Ainsi que l'auteur l'a déjà souligné dans les développements de sa proposition de loi (Doc. n° 1343/1, p. 2), il convient d'adapter la loi du 1^{er} avril 1969 afin de la mettre en conformité avec la directive 79/7/CEE du 19 décembre 1978 relative à la mise en œuvre progressive du principe d'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière de sécurité sociale, avec l'article 6bis de la Constitution et avec le Pacte international du 19 décembre 1966 relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

C'est la raison pour laquelle il est proposé, dans la proposition de loi à l'examen, de permettre l'octroi du revenu garanti au taux ménage à la femme mariée.

II. — DISCUSSION

Le *Secrétaire d'Etat aux Pensions* reconnaît que la loi précitée du 1^{er} avril 1969 contient une discrimination à l'égard des femmes, étant donné que seuls les hommes peuvent actuellement bénéficier du revenu garanti aux personnes âgées aux taux ménage.

La proposition de loi de M. Perdieu tend à contribuer à la mise en œuvre du principe d'égalité de traitement entre hommes et femmes dans le régime du revenu garanti.

L'égalité complète entre hommes et femmes ne peut pas encore être réalisée pour des raisons sociales, étant donné que des conditions d'âges différentes sont prévues pour les hommes et les femmes dans les régimes des revenus de remplacement.

Même s'il sera d'application relativement peu fréquente, l'octroi du taux ménage aux femmes mariées permettra de mettre fin à certaines situations injustes.

Le *Secrétaire d'Etat* précise qu'un projet de loi contenant des dispositions similaires est en préparation.

L'incidence financière de la mesure proposée a été estimée à 75 millions de francs par le département de la Prévoyance sociale.

Celle-ci s'est toutefois basée sur l'hypothèse que toutes les femmes mariées bénéficiant actuellement d'un revenu garanti, demanderaient à bénéficier du taux ménage.

Il s'agit donc d'une hypothèse extrême et cette estimation n'est donc pas réaliste.

I. — INLEIDING VAN DE AUTEUR VAN HET WETSVORSTEL

De indiener wijst erop dat de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden aanleiding geeft tot discriminatie bij de toekenning van het gewaarborgd gezinsinkomen. In de huidige reglementering kan alleen een gehuwde man die niet van tafel en bed gescheiden is hierop aanspraak maken.

Zoals in de toelichting bij zijn wetsvoorstel reeds werd uiteengezet (Stuk n° 1343/1, blz. 2) moet de wet van 1 april 1969 worden aangepast teneinde haar in overeenstemming te brengen met de EEG-richtlijn 79/7/EEG van 19 december 1978 betreffende de geleidelijke tenuitvoerlegging van het beginsel van gelijke behandeling van mannen en vrouwen op het gebied van de sociale zekerheid, met artikel 6bis van de Grondwet en met het Internationaal verdrag van 19 december 1966 inzake economische, sociale en culturele rechten.

Vandaar dat in het wetsvoorstel wordt voorgesteld het gezinsbedrag te kunnen toekennen aan de gehuwde vrouw.

II. — BESPREKING

De Staatssecretaris voor Pensioenen is het ermee eens dat voornoemde wet van 1 april 1969 discriminerend is ten aanzien van vrouwen aangezien het gewaarborgd gezinsbedrag enkel aan mannen kan worden toegekend.

Met het wetsvoorstel van de heer Perdieu wordt een stap gezet in de realisatie van de gelijke behandeling van mannen en vrouwen in het stelsel van het gewaarborgd inkomen.

Een volledige gelijke behandeling van mannen en vrouwen kan om sociale redenen nog niet worden gerealiseerd, omdat in de vervangingsinkomensregelingen verschillende leeftijdsvoorwaarden voor mannen en vrouwen worden gehandhaafd.

De invoering van een gezinsbedrag voor gehuwde vrouwen zal, ofschoon de maatregel in de praktijk relatief weinig toepassing zal vinden, een oplossing geven aan sommige onrechtvaardige toestanden.

De *Staatssecretaris* deelt vervolgens mee dat een wetsontwerp in voorbereiding is waarin onder meer een gelijkaardige regeling wordt opgenomen.

De financiële weerslag van de hier voorgestelde maatregel werd bij die gelegenheid door het Departement van Sociale Voorzorg geraamd op 75 miljoen frank.

Er werd echter van uit gegaan dat alle gehuwde vrouwen, die momenteel een gewaarborgd inkomen genieten, aanspraak zouden maken op het gezinsbedrag.

Dit betreft uiteraard een extreem geval en is geen realistische raming.

Le Cabinet du Secrétaire d'Etat aux Pensions a quant à lui estimé le surcoût découlant de l'octroi du taux ménage à la femme mariée à 7,5 millions de francs.

Il est relativement facile de démontrer que seules une centaine de femmes mariées qui bénéficient pour l'instant d'un revenu garanti, demanderont à bénéficier du taux ménage.

Il ressort des statistiques annuelles relatives aux bénéficiaires d'une pension en 1990 (Office national des Pensions) et des échantillonnages effectués récemment que seul un très faible pourcentage des femmes considérées bénéficiant d'un revenu garanti pourraient un jour demander à bénéficier du taux ménage :

- selon les statistiques annuelles, environ 4 000 femmes mariées bénéficient d'un revenu garanti (un RG pur et simple ou un RG complétant une pension de travailleur salarié ou de travailleur indépendant);

- il ressort de sondages qu'environ 95 % des femmes mariées, qui bénéficient d'un revenu garanti et d'une pension de travailleur salarié ou de travailleur indépendant calculée sur la base du taux « isolé », sont séparées de fait.

On remarquera qu'en cas de séparation de fait de plus de 10 ans, le taux « ménage » ne peut plus être accordé à aucun des deux époux, étant donné qu'ils sont considérés comme des isolés (conformément à l'article 4, § 1^{er}, quatrième alinéa, de la loi du 1^{er} avril 1969).

En outre, cette catégorie de bénéficiaires du revenu garanti comprend les femmes mariées (séparées de fait ou non) qui bénéficient déjà d'un complément de RG sur la base du taux « ménage » du fait, par exemple, que leur époux a atteint l'âge de 65 ans.

Les éléments de base précités n'ont permis de retenir que 105 cas susceptibles de bénéficier réellement de la mesure proposée.

Compte tenu d'une différence de 72 006 francs par an (valeur au 1^{er} janvier 1991) entre le taux « ménage » et le taux « isolé », la dépense supplémentaire est évaluée à 7,5 millions de francs par an.

Un membre se demande si la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées ne devrait pas être entièrement revue par suite de l'adoption du projet de loi instaurant un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés (loi du 20 juillet 1990).

Il estime qu'on ne peut plus continuer à travailler sur la base de la loi du 1^{er} avril 1969 sans tenir compte de ces nouvelles données.

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions répond qu'en attendant un alignement de l'âge de la retraite des travailleurs indépendants sur celui des travailleurs salariés, les principes de la loi du 1^{er} avril 1969 peuvent être maintenus.

Le membre estime lui aussi que la réglementation sur le revenu garanti aux personnes âgées ne pourra

De meerkost van het invoeren van het gezinsbedrag voor gehuwde vrouwen werd door het Kabinet van de Staatssecretaris voor Pensioenen op 7,5 miljoen frank geraamd.

Er kan op vrij eenvoudige wijze worden aangetoond dat slechts een honderdtal gehuwde vrouwen, die momenteel een gewaarborgd inkomen genieten, aanspraak zullen maken op het gezinsbedrag.

Op basis van de jaarlijkse statistiek van de pensioengerechtigden in 1990 (Rijksdienst voor Pensioenen) en de recent uitgevoerde steekproeven, blijkt dat slechts een zeer klein percentage van de in beschouwing genomen G.I.-gerechtigde vrouwen ooit aanspraak zouden kunnen maken op het gezinsbedrag :

- volgens de jaarlijkse statistiek wordt aan circa 4 000 gehuwde vrouwen een gewaarborgd inkomen uitbetaald (een zuiver GI of een GI-aanvulling bij een pensioen als werknemer of als zelfstandige);

- steekproeven tonen aan dat circa 95 % van de gehuwde vrouwen, die een gewaarborgd inkomen genieten en die begunstigd zijn met een werknemers- of zelfstandigenpensioen op basis van het alleenstaande bedrag, feitelijk gescheiden leven.

Er moet worden opgemerkt dat ingeval van feitelijke scheiding van meer dan 10 jaar aan géén van beide echtgenoten nog een gezinsbedrag kan worden toegekend omdat ze (overeenkomstig artikel 4, § 1, vierde lid van de wet van 1 april 1969) als alleenstaanden worden beschouwd.

Bovendien zijn in deze categorie van GI-gerechtigden de gehuwde vrouwen (al of niet feitelijk gescheiden) begrepen die reeds een aanvulling GI op basis van het gezinsbedrag bekomen; bijvoorbeeld omdat hun echtgenoot de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt.

Op grond van voormelde basiselementen konden slechts 105 gevallen worden weerhouden, die daadwerkelijk van de maatregel zouden kunnen gebruik maken.

Rekening houdend met een verschil van 72 006 frank per jaar (waarde op 1 januari 1991) tussen het gezins- en het alleenstaande bedrag, wordt de meeruitgave bijgevolg geraamd op 7,5 miljoen frank per jaar.

Volgens *een lid* moet ingevolge de goedkeuring van de wet van 20 juli 1990 tot instelling van een flexibele pensioenleeftijd voor werknemers de vraag worden gesteld of heel de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden niet moet worden herzien.

Het lijkt hem niet logisch nu nog voort te bouwen op de wet van 1 april 1969 zonder met die nieuwe gegevens rekening te houden.

De Staatssecretaris voor Pensioenen antwoordt dat in afwachting van een gelijkschakeling van de pensioenleeftijd tussen werknemers en zelfstandigen de principes van de wet van 1 april 1969 kunnen worden behouden.

Het lid is het ermee eens de reglementering op het gewaarborgd inkomen voor bejaarden maar grondig

être adaptée de manière approfondie qu'après l'instauration d'un âge flexible de la retraite pour les travailleurs indépendants. Il espère que cet alignement pourra intervenir à bref délai.

Le Secrétaire d'Etat souhaite lui aussi que les travailleurs salariés et les travailleurs indépendants soient mis le plus rapidement possible sur un pied d'égalité pour ce qui est de l'âge de la retraite, mais les organisations de travailleurs indépendants donnent plutôt priorité à l'exécution du plan quinquennal (alignement progressif de la pension des travailleurs indépendants sur le montant du revenu garanti).

L'auteur fait observer que l'incidence budgétaire de sa proposition est assez minime et que l'on ne peut donc pas courir le risque que les femmes mariées en réfèrent aux tribunaux.

Plusieurs membres estiment qu'il faut chiffrer exactement l'incidence de la proposition de loi à l'examen et demandent au Secrétaire d'Etat de citer quelques exemples concrets.

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions commence par préciser qui peut, dans le cadre de la législation actuelle, bénéficier soit du taux ménage soit du taux d'isolé.

Conformément à l'article 2, § 1^{er}, premier alinéa, et à l'article 4, § 1^{er}, quatrième alinéa, de la loi du 1^{er} avril 1969 :

— le taux ménage est octroyé :

1) à l'homme marié qui n'est pas séparé de corps;

2) à l'homme marié qui est séparé de fait depuis moins de dix ans;

— le taux d'isolé est octroyé :

1) à l'homme ou à la femme non marié;

2) à l'homme ou à la femme marié(e) séparé(e) de fait depuis plus de 10 ans;

3) à l'homme ou à la femme séparé(e) de corps;

4) à l'homme ou à la femme divorcé(e).

Le Secrétaire d'Etat précise ensuite qu'au 1^{er} janvier 1991, le taux ménage du revenu garanti aux personnes âgées s'élève à 91 333 F et le taux d'isolé à 68 500 F (à l'indice 114,20), soit respectivement, 228 028 F par an (24 002 F par mois) et 216 022 F par an (18 001 F par mois) à l'indice actuel.

Il fournit ensuite les données suivantes :

aan te passen na invoering van de flexibele pensioenleeftijd voor zelfstandigen. Hij hoopt dat die gelijkenschakeling snel kan worden ingevoerd.

Ook de *Staatssecretaris* hoopt dat de gelijkenschakeling tussen de pensioenleeftijd van werknemers en zelfstandigen zo spoedig mogelijk wordt gerealiseerd maar binnen de organisaties van zelfstandigen wordt eerder voorrang gegeven aan de uitvoering van het 5-jarenplan (geleidelijke optrekking van het zelfstandigenpensioen tot het bedrag van het gewaarborgd inkomen).

De *indien*er wijst erop dat de budgettaire impact van zijn voorstel vrij gering is en dat men dus het risico niet kan lopen dat gehuwde vrouwen zich tot de rechtbanken zouden richten.

Verscheidene leden zijn van oordeel dat de consequenties van onderhavig wetsvoorstel goed moeten worden ingeschat en vragen of de *Staatssecretaris* enkele praktische voorbeelden kan geven.

Ter verduidelijking legt de *Staatssecretaris voor Pensioenen* uit wie volgens de huidige reglementering aanspraak kan maken op het gezinsbedrag en wie op het bedrag als alleenstaande.

Overeenkomstig artikel 2, § 1, eerste lid, en artikel 4, § 1, vierde lid van de wet van 1 april 1969 kan :

— het gezinsbedrag worden toegekend aan :

1) de gehuwde man die niet van tafel en bed gescheiden is;

2) de gehuwde man die minder dan 10 jaar feitelijk gescheiden leeft van zijn echtgenote;

— het alleenstaande bedrag worden toegekend aan :

1) de niet-gehuwde man of vrouw;

2) de gehuwde man of vrouw die meer dan 10 jaar feitelijk gescheiden leeft van zijn (haar) echtgenoot (echtgenote);

3) de van tafel en bed gescheiden man of vrouw;

4) de echtgescheiden man of vrouw.

De *Staatssecretaris* stipt voorts aan dat op 1 januari 1991 het gezinsbedrag van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden 91 333 F beloopt en het bedrag als alleenstaande 68 500 F (aan index 114,20). Aan de huidige index geeft dit 288 028 frank per jaar (24 002 F/maand) en 216 022 F per jaar (18 001 F/maand).

Zij verstrekt vervolgens volgende gegevens :

Nombre de bénéficiaires par catégorie et montant moyen RG en 1990 :

Aantal gerechtigden per categorie en gemiddeld bedrag GI in 1990 :

Catégorie — Categorie	RG purs — Zuivere GI's		Mixtes (+ pension de travailleur salarié ou indépendant) — Gemengde (+ werknemers of zelfstandige pensioenen)	
	Nombre — Aantal	Montant moyen — Gemiddeld bedrag	Nombre — Aantal	Montant moyen — Gemiddeld bedrag
Homme marié. — <i>Man gehuwd</i> ⁽¹⁾	218	19 337	14 407	3 884
..... ⁽²⁾	11	11 299	1 081	5 685
Homme non marié. — <i>Man niet gehuwd</i> ⁽²⁾	2 119	14 709	12 225	3 995
Femme mariée. — <i>Vrouw gehuwd</i> ⁽¹⁾	—	—	87 (*)	9 775
..... ⁽²⁾	267	12 881	3 590	8 006
Femme non mariée. — <i>Vrouw niet gehuwd</i> ⁽²⁾	14 018	15 285	58 193	5 714

(¹) Bénéficiaires du taux ménage.

(²) Bénéficiaires du taux isolé.

(*) Uniquement pour partie travailleurs salariés ou indépendants.

(¹) Gerechtigd op een gezinsbedrag.

(²) Gerechtigd op een alleenstaande bedrag.

(*) Enkel voor deel werknemers of zelfstandigen.

A la demande de la Commission, il donne quelques exemples pratiques :

a) Un homme âgé de 65 ans, marié et cohabitant avec son épouse, fait valoir ses droits à un revenu garanti.

Si son épouse et lui-même ne disposent pas de ressources suffisantes et/ou si leur pension est trop peu élevée, il lui sera accordé un revenu garanti au taux ménage.

b) Un homme âgé de 62 ans, marié et cohabitant avec son épouse âgée de 60 ans ou plus et qui se trouve dans la même situation que dans l'exemple a), ne peut prétendre à un revenu garanti dans son chef. Son épouse obtiendra par contre un revenu garanti sur la base du taux isolé.

c) Un homme âgé de 65 ans, marié mais séparé de fait depuis 5 ans, bénéficiera dans le cas exposé au point a) d'un revenu garanti au taux isolé. Si son épouse séparée de fait en fait la demande (ou si ses droits sont examinés d'office), le taux ménage sera octroyé dans le chef de l'homme, et chacun des deux époux en recevra la moitié.

d) Un homme âgé de 65 ans, marié mais séparé de fait depuis 10 ans au moins, bénéficiera dans le cas exposé au point a) d'un revenu garanti au taux isolé.

Si son épouse fait valoir ses droits au revenu garanti, elle peut également prétendre au taux isolé.

Les droits du mari demeurent inchangés.

e) Un homme âgé de 62 ans, marié mais séparé de fait depuis 5 ans, ne peut bénéficier d'un revenu garanti aux personnes âgées.

Op verzoek van de Commissie worden enkele praktische voorbeelden gegeven :

a) Een man, 65 jaar oud, gehuwd en nog samenwonend doet zijn rechten gelden op een gewaarborgd inkomen.

Indien zijn echtgenote en hijzelf over onvoldoende bestaansmiddelen beschikken en/of geen of een te klein pensioen genieten, zal hem een GI worden toegekend op basis van het gezinsbedrag.

b) Een man, 62 jaar oud, gehuwd en nog samenwonend met zijn echtgenote die de leeftijd van 60 jaar heeft bereikt en verkerend in dezelfde situatie als in geval a) kan geen aanspraak maken op een GI in zijn hoofd. Zijn echtgenote bekomt wel een GI op basis van het alleenstaande bedrag.

c) Aan een man, 65 jaar oud, gehuwd, maar sedert 5 jaar feitelijk gescheiden, zal in een situatie onder a), het alleenstaande bedrag worden toegekend. Indien zijn feitelijk gescheiden echtgenote daartoe een aanvraag doet (of in de gevallen waarin diens rechten ambtshalve worden onderzocht) zal in hoofd van de man het gezinsbedrag worden toegekend; elk van de echtgenoten bekomt daarvan de helft.

d) Aan een man, 65 jaar oud, gehuwd, maar sedert ten minste 10 jaar feitelijk gescheiden, zal in een situatie als onder a) het alleenstaande bedrag worden toegekend.

Indien zijn echtgenote haar rechten op GI doet gelden, kan zij ook aanspraak maken op het alleenstaande bedrag.

Het recht van de man blijft ongewijzigd.

e) Aan een man, 62 jaar oud, gehuwd, maar sedert 5 jaar feitelijk gescheiden, kan geen gewaarborgd inkomen voor bejaarden worden toegekend.

Il ne peut pas non plus prétendre à la moitié du revenu garanti pouvant éventuellement être octroyé à son épouse séparée de fait, étant donné que la femme mariée ne peut bénéficier d'un taux ménage.

*
* *

M. Perdieu et consorts présentent un amendement (n° 1) tendant à modifier le texte initial de sa proposition comme suit :

1. adapter les montants du revenu garanti en fonction de l'arrêté royal du 24 octobre 1990 portant augmentation du revenu garanti aux personnes âgées;

2. remplacer les mots « lorsque le demandeur est une personne qui n'est pas séparée de corps » par les mots « lorsque le demandeur est une personne mariée, qui n'est pas séparée de corps ».

*
* *

Le Secrétaire d'Etat fait observer qu'il convient également d'adapter l'article 18 de la loi du 1^{er} avril 1969 afin de permettre l'octroi de la moitié du taux ménage à l'homme.

M. Perdieu et consorts présentent par conséquent un amendement (n° 2) tendant à ajouter un article 2 (*nouveau*) remplaçant par une nouvelle disposition l'article 18, § 1^{er}, premier alinéa de la loi du 1^{er} avril 1969. Cet amendement tient compte des observations du Secrétaire d'Etat.

*
* *

L'amendement n° 1 de M. Perdieu est adopté à l'unanimité et devient l'article 1^{er} de la proposition de loi.

L'amendement n° 2 de M. Perdieu est adopté à l'unanimité et devient l'article 2 de la proposition de loi.

Le Rapporteur,

P. VANCROMBRUGGEN

Le Président,

M. OLIVIER

Hij kan ook geen aanspraak maken op de helft van het GI dat eventueel aan zijn feitelijk gescheiden echtgenote kan worden toegekend, vermits aan de gehuwde vrouw geen gezinsbedrag kan worden toegekend.

*
* *

De heer Perdieu c.s. dient een amendement n° 1 in ertoe strekkend in de oorspronkelijke tekst van zijn voorstel :

1. de bedragen van het gewaarborgd inkomen aan te passen aan het koninklijk besluit van 24 oktober 1990 houdende verhoging van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden;

2. de woorden « wanneer de aanvrager niet van tafel en bed gescheiden is » te vervangen door de woorden « wanneer de aanvrager gehuwd en niet van tafel en bed gescheiden is ».

*
* *

De Staatssecretaris wijst erop dat ook artikel 18 van de wet van 1 april 1969 dient te worden aangepast opdat de toekenning van de helft van het gezinsbedrag aan de man mogelijk zou worden.

De heer Perdieu c.s. dient bijgevolg een amendement n° 2 in ertoe strekkend een (nieuw) artikel 2 in te voegen waarbij artikel 18, § 1, eerste lid, van de wet van 1 april 1969 door een nieuwe bepaling wordt vervangen. Hierdoor wordt toegemoetgekomen aan de opmerking van de Staatssecretaris.

*
* *

Amendement n° 1 van de heer Perdieu wordt éénparig aangenomen en wordt artikel 1 van het wetsvoorstel.

Amendement n° 2 van de heer Perdieu wordt éénparig aangenomen en wordt artikel 2 van het wetsvoorstel.

De Rapporteur,

P. VANCROMBRUGGEN

De Voorzitter,

M. OLIVIER

TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION

Article unique

L'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées est remplacé par ce qui suit :

« Le montant annuel du revenu garanti est de [67 157 francs]. Il est porté à [89 542 francs] lorsque le demandeur est une personne qui n'est pas séparée de corps. Il est également de [89 542 francs] si une partie du revenu garanti est accordée à l'un des conjoints, s'ils ne cohabitent pas. »

TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE

Enig artikel

Artikel 2, § 1, eerste lid, van de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het jaarbedrag van het gewaarborgd inkomen beloopt [67 157 frank]. Het wordt op [89 542 frank] gebracht wanneer de aanvrager niet van tafel en bed gescheiden is. Het beloopt eveneens [89 542 frank] wanneer een deel van het gewaarborgd inkomen aan een van beide echtgenoten wordt toegekend, omdat ze niet samenwonen. »

TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION

Article 1^{er}

L'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées est remplacé par ce qui suit :

« Le montant annuel du revenu garanti est de [68 500 francs]. Il est porté à [91 333 francs] lorsque le demandeur est une personne mariée qui n'est pas séparée de corps. Il est également de [91 333 francs] si une partie du revenu garanti est accordée à l'un des conjoints, parcequ'ils ne cohabitent pas. »

Art. 2 (nouveau)

L'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Le Roi détermine les conditions dans lesquelles une part du revenu garanti est payée au conjoint non séparé de corps quand les époux ne cohabitent pas, ainsi que l'importance de celle-ci. »

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

Artikel 1

Artikel 2, § 1, eerste lid, van de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het jaarbedrag van het gewaarborgd inkomen beloopt [68 500 frank]. Het wordt op [91 333 frank] gebracht wanneer de aanvrager gehuwd en niet van tafel en bed gescheiden is. Het beloopt eveneens [91 333 frank] wanneer een deel van het gewaarborgd inkomen aan een van beide echtgenoten wordt toegekend, omdat ze niet samenwonen. »

Art. 2 (nieuw)

Artikel 18, § 1, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen door wat volgt :

« De Koning bepaalt de voorwaarden waarin een deel van het gewaarborgd inkomen aan de niet van tafel en bed gescheiden echtgenoot wordt uitbetaald wanneer de echtgenoten niet samenwonen, evenals het bedrag van dat deel. »